

À quoi s'attendre pour 2024 ? Analyse prospective sur les grands enjeux qui façonneront la géopolitique mondiale

Annie Lagueux, juriste internationale et fellow au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM)

2024 sera sans doute une année de continuité dans un monde en changement. Au cœur des événements à surveiller, il y a la montée en puissance des pays du BRICS ainsi que l'extension de cette alliance qui assoit sa nouvelle autorité et poursuit sa quête de puissance. Des rivalités continuent à se développer entre les États-Unis, la Russie, la Chine et l'Inde. Le résultat : une opposition diplomatique sur les plus grands enjeux du moment. Il est notamment difficile de voir comment les guerres actuelles, comme celle en Ukraine, pourront connaître un dénouement sans l'appui financier et moral des États démocratiques (comme ceux du G7). Ces derniers se trouvent alors en opposition directe avec les pays émergents (dont ceux du BRICS) qui soutiennent la guerre ou qui ne la dénoncent pas. La situation à Gaza est révélatrice d'une situation similaire, mais plus nuancée, dans laquelle s'opposent des pouvoirs majeurs ayant des intérêts divergents.

De plus, plusieurs événements majeurs auront cette année des impacts non négligeables pour le Québec et le Canada alors que les gouvernements respectifs devront naviguer dans des relations géopolitiques complexes. Cela impliquera des pays avec lesquels le Canada n'entretient pas les relations les plus faciles, dont la Chine, la Russie et l'Inde qui continuent de vouloir étendre leur influence. Les résultats des élections américaines et mexicaines auront des impacts majeurs au Canada, vu l'importance des relations économiques, commerciales et sociales en Amérique du Nord. L'éventualité d'un nouveau mandat pour Donald Trump nécessitera des ajustements diplomatiques semblables à ceux qui avaient été faits lors du dernier mandat du gouvernement Trudeau. Ce dernier a d'ailleurs annoncé la mise en place d'une Équipe Canada au cours des derniers jours.¹ Alors que le gouvernement canadien avait pu bénéficier de quelques mois de confusion du côté

¹ <https://www.cbc.ca/news/politics/trudeau-united-states-president-election-1.7091983>

américain après l'entrée en poste du président Trump, il appert que son équipe soit d'ores et déjà plongée dans les préparations postélectorales. Il sera forcément plus difficile pour les Canadiens de se démarquer et de tenter de sauvegarder cette relation spéciale dans un tel contexte.

Des conflits mondiaux qui s'enlissent et se complexifient

Plusieurs conflits occuperont l'attention internationale au cours de la prochaine année. Alors que de trop nombreuses guerres continuent de faire des morts et des blessés chaque jour, leur impact régional – et international – est majeur. Ces conflits déstabilisent, entre autres, la région du Caucase, de l'Afrique et du Moyen-Orient. Les grandes puissances qui en temps normal peuvent jouer un rôle d'influence et aider à faciliter la fin des conflits n'ont plus le même poids dans ces discussions. En effet, les clivages géopolitiques (États-Unis, Russie et Chine) continuent de se creuser et les conséquences se font également sentir dans l'absence de solutions aux conflits les plus préoccupants.

La guerre entre Israël et le Hamas, à Gaza, se poursuit et se complexifie. La situation humanitaire de la bande de Gaza sera certainement l'un des très grands enjeux de 2024 alors que l'Organisation des Nations Unies (ONU) continue son appel à mettre fin aux hostilités. Des dizaines de milliers de Gazaouis ont été tués ou blessés depuis le début de cette guerre. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) rapporte désormais plus de 26 000 personnes tuées et plus de 65 000 blessées à Gaza, 1,7 million de déplacés et plus de 65 000 unités d'habitation détruites à l'intérieur de la bande de Gaza.² Les craintes de régionalisation du conflit préoccupaient les puissances occidentales aux premières heures du conflit et la situation semble s'être réellement emballée, impliquant désormais des actions au Liban, en Égypte, au Yémen, en mer Rouge, au Pakistan et en Jordanie (par l'Iran). Alors que les Houthis, basés au Yémen, continuent leurs attaques contre les navires commerciaux en mer Rouge³, la coalition internationale nouvellement formée⁴, menée par les États-Unis et le Royaume-Uni, a commencé ses frappes en réplique aux attaques houthies répétées. Il appert toutefois que ces contre-attaques de la coalition n'ont pas un effet de dissuasion, mais ont plutôt un effet contraire, galvanisant les Houthis. De plus, une attaque, attribuée à Israël sans confirmation, a été menée contre un leader et des membres du Hamas au Liban. Elle

² <https://www.ochaopt.org/>

³ <https://www.aljazeera.com/news/2024/1/16/britain-takes-centre-stage-in-red-sea-action>

⁴ <https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/3624836/ryder-gives-more-detail-on-how-operation-prosperity-guardian-will-work/>

est considérée par le Hezbollah comme une attaque contre le Liban et son peuple⁵, ce qui pourrait entraîner des conséquences pour l'État hébreu et ses alliés.

À la fin du mois de décembre 2023, l'Afrique du Sud a déposé une requête à la Cour internationale de justice (CIJ) contre Israël pour violation de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide à Gaza.⁶ Le 26 janvier dernier, les juges ont conclu qu'Israël devait prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir la commission de meurtre, d'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale ou conditions d'existence entraînant la destruction physique totale ou partielle du peuple palestinien. La Cour a également ordonné à Israël de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide et prendre sans délai des mesures effectives pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire pour les Palestiniens de la bande de Gaza. Les juges ont également conclu que l'État hébreu devait également prendre des mesures pour prévenir la destruction et assurer la conservation des éléments de preuve et devait soumettre à la Cour un rapport sur l'ensemble des mesures qu'il aura prises dans un délai d'un mois.⁷

Les juges n'ont toutefois pas ordonné un cessez-le-feu comme le demandait l'Afrique du Sud. Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, avait d'ores et déjà indiqué que la CIJ n'arrêterait pas Israël dans sa démarche.⁸ Par ailleurs, la mise en œuvre de certaines des mesures annoncées par les juges s'est complexifiée en raison de la décision de plusieurs pays de suspendre leur contribution à l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) à la suite d'allégations au sujet d'employés qui auraient participé aux attaques organisées par le Hamas le 7 octobre dernier.⁹ Alors que l'UNRWA s'occupe, entre autres, de faciliter la logistique et la coordination sur le terrain à Gaza, cet arrêt du financement aura un impact négatif majeur sur la capacité de l'ONU à continuer d'aider les populations qui souffrent de la situation humanitaire désastreuse dans l'enclave palestinienne sous blocus israélo-égyptien.

L'invasion russe en Ukraine entrera dans sa troisième année le 24 février 2024. Dans un contexte où il ne semble pas y avoir de voie de sortie claire de cette guerre, la Russie a sensiblement augmenté l'intensité et la fréquence de ses attaques aériennes à la fin de 2023. Cette réalité est combinée aux plus récentes difficultés pour les États-Unis et l'Union européenne de s'entendre sur l'envoi de financement pour l'Ukraine. Les prochains mois seront donc cruciaux pour l'Ukraine.¹⁰ Dans l'éventualité d'une baisse d'appuis

⁵ <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-67866346>

⁶ <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/192/192-20231229-pre-01-00-fr.pdf>

⁷ <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/192/192-20240126-pre-01-00-fr.pdf>

⁸ <https://twitter.com/IsraeliPM/status/1746277892491727341>

⁹ <https://www.unrwa.org/newsroom/official-statements/serious-allegations-against-unrwa-staff-gaza-strip>

¹⁰ <https://edition.cnn.com/2024/01/09/opinions/ukraine-war-outlook-2024-bociurkiw/index.html>

internationaux, le gouvernement ukrainien devra certainement se questionner sur les prochaines étapes et discussions potentielles pour mettre fin à cette guerre. Il faudra également suivre les négociations concernant l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne¹¹ alors que les discussions sont officiellement lancées. Toutefois, le processus ne sera vraisemblablement pas rapide puisque les leaders européens ne s'entendent pas sur la voie à suivre. Par ailleurs, en février et en mars, l'OTAN lancera son plus important exercice militaire depuis la Guerre froide, rassemblant 41 000 troupes afin de tester le niveau de préparation face à une éventuelle invasion russe contre l'un de ses membres. Cet exercice se déroulera en Allemagne, en Pologne et dans les pays baltes.¹²

Le Soudan est de nouveau aux prises avec un conflit sanglant depuis le 15 avril 2023. Deux puissances militaires rivales s'opposent, dirigées par les deux responsables du putsch d'octobre 2021. Les Forces armées soudanaises (SAF) dirigées par le général Abdel Fattah al-Burhan (de facto au pouvoir après le putsch) s'opposent aux Forces de soutien rapide (RSF) du général Mohammed Hamdan Daglo dit « Hemetti ». Cette résurgence de la violence au Soudan a un impact majeur sur la stabilité de la région déjà aux prises avec d'autres conflits. Sur une population totale de 45 millions de personnes, les Nations Unies estiment que près de 25 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire en 2024. Plus de 7 millions de personnes ont été déracinées, dont environ 1,4 million qui ont traversé la frontière vers les pays voisins qui accueillent déjà des milliers de réfugiés, ce qui en fait la plus grande crise de déplacement au monde, selon les Nations Unies. La Cour pénale internationale a lancé une enquête dans la région du Darfour concernant des allégations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, incluant des meurtres, viols, incendies, déplacements forcés et crimes commis sur les enfants.¹³ Pendant que l'attention internationale est sur Gaza et l'Ukraine, il est à redouter que ce conflit au Soudan dégénère et que les violences continuent et s'empirent rappelant les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis au Darfour en 2003.

Plusieurs autres situations seront à surveiller en raison d'un potentiel de déstabilisation au cours de l'année :

- le Sahel où plusieurs coups d'État ont grandement contribué à l'instabilité de plusieurs pays en proie à la violence et l'influence de groupes djihadistes ;
- Haïti aux prises avec des gangs violents et qui espère l'arrivée d'une force multinationale qui devrait aider à stabiliser le pays ;

¹¹ https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/european-neighbourhood-policy/countries-region/ukraine_en

¹² https://ac.nato.int/archive/2023/STJU23_concludes

¹³ <https://news.un.org/fr/story/2023/12/1141667>

- l'Équateur aux prises avec une vague de violence liée aux cartels de drogues comme plusieurs de ses voisins ;
- le Haut-Karabagh après la prise du territoire par l'Azerbaïdjan en 2023 ;
- et l'Éthiopie dont la région du Tigré vit une situation humanitaire difficile après des années de conflit sanglant.

D'importantes élections pour la moitié des habitants de la planète

En 2024, plus d'une cinquantaine de pays tiendront des élections (présidentielles, législatives, régionales ou municipales), ce qui concernera 4,1 milliards de personnes.¹⁴ Cela inclut certains des pays les plus peuplés au monde¹⁵ : l'Inde, les États-Unis, l'Indonésie, le Pakistan, le Brésil, le Bangladesh, la Russie, le Mexique et la Turquie.¹⁶ Les résultats de ces élections pourraient causer d'importantes surprises avec des conséquences sur la stabilité mondiale et ont le potentiel de changer la géopolitique mondiale.

Des élections se sont déroulées à **Taïwan** le 13 janvier, un moment crucial dans l'histoire de cette île de 23 millions d'habitants. Xi Jinping a déclaré que l'autorité de Pékin était « inévitable » sur Taïwan, élevant du même coup la possibilité d'un conflit qui pourrait impliquer les États-Unis. Le Parti démocratique progressiste s'est fait réélire pour un troisième terme consécutif. La Chine avait déjà fait part de son mécontentement face à la popularité du groupe politique et avait envoyé de nombreux avions militaires et navires de guerre dans la région avant les élections, suscitant des inquiétudes de la part des États-Unis sur un risque de confrontation.¹⁷ Le président américain Joe Biden a confirmé son soutien à Taïwan dans le cadre d'un conflit opposant l'île à la Chine¹⁸.

Les élections en **Russie** ne devraient causer aucune surprise ou mener à un changement politique. Le pouvoir de Poutine sera très probablement renforcé. C'est du moins ce que le gouvernement tentera de communiquer publiquement. La désinformation est omniprésente en Russie et les campagnes électorales seront hautement tendues. L'invasion russe de l'Ukraine ne devrait avoir aucun impact dans les urnes.

¹⁴ https://www.lemonde.fr/international/article/2024/01/06/2024-annee-electorale-record_6209359_3210.html

¹⁵ <https://apnews.com/article/global-elections-2024-preview-cb77b0940964c5c95a9affc8ebb6f0b7>

¹⁶ <https://www.aljazeera.com/news/2023/12/11/pro-eu-donald-tusk-set-to-become-prime-minister-of-poland>

¹⁷ <https://www.washingtonpost.com/world/2024/01/10/taiwan-election-2024-presidential-china/>

¹⁸ <https://www.reuters.com/world/biden-says-us-forces-would-defend-taiwan-event-chinese-invasion-2022-09-18/>

L'Inde, la démocratie la plus peuplée du monde, tiendra des élections en avril et en mai. Le parti du président Modi, le *Bharatiya Janata Party* (BJP), est en première position dans les sondages.¹⁹ La question n'est pas de savoir qui prendra la tête du pays, mais plutôt si l'opposition réussira à récolter plus de votes. Bien que les actions du gouvernement indien en territoire étranger, notamment au Canada et aux États-Unis, aient été dénoncées par plusieurs, les réprimandes envers l'Inde n'ont pas été très sévères. Les pays du G7 tentent de protéger leurs relations avec ce pays démocratique d'Asie, qu'ils voient comme un possible contrepoids régional à la Chine.

Le Mexique tiendra des élections le 2 juin prochain. Le président actuel du pays, Andrés Manuel López Obrador, surnommé AMLO, ne se représentera pas. Des enjeux névralgiques seront au cœur du mandat du prochain président, incluant l'expansion du secteur énergétique mexicain, l'exploitation des énergies fossiles²⁰, les questions de migration (notamment en provenance d'Amérique latine), les enjeux de sécurité incluant le trafic d'armes illicites et de drogues, la lutte contre les changements climatiques et les accords commerciaux (dont l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA)). Le Mexique a un impact majeur sur les politiques nord-américaines, notamment pour le commerce et il sera important pour les dirigeants canadiens et québécois de suivre les enjeux qui seront au cœur des préoccupations des Mexicains et leur impact potentiel en Amérique du Nord.²¹

Les élections européennes se tiendront en juin prochain. Une montée de la droite se dessine dans les urnes. Le plus récent exemple est la situation aux Pays-Bas alors que les Néerlandais ont élu un nombre record de membres d'un parti de droite aux dernières élections de novembre 2023. Il s'agit assurément d'un changement drastique de direction politique pour le pays, mais il est à noter que les partis ne se sont toujours pas entendus sur un gouvernement de coalition. Après les élections en Italie, qui a vécu une situation similaire, est-ce un nouveau mouvement pour l'Europe ? Ou les électeurs européens feront-ils comme les Polonais en 2023 et éliront des partis pro-européens centristes ? En France, le président français Emmanuel Macron a déjà opéré un changement avec la nomination de Gabriel Attal comme premier ministre. Cela est perçu par plusieurs comme une tentative de redresser l'image de son parti et de lui insuffler un nouvel élan face à la popularité grandissante de la droite.

¹⁹ <https://carnegieendowment.org/2023/12/07/decoding-india-s-2024-election-contest-pub-91178>

²⁰ <https://www.csis.org/analysis/north-american-energy-security-go-local-examining-role-natural-gas-and-mexicos-energy#:~:text=The%20lack%20of%20investment%20in,in%20both%20demand%20and%20supply>.

²¹ <https://www.wilsoncenter.org/event/mexicos-next-president-challenges-and-recommendations>

Les élections américaines se dérouleront le 5 novembre 2024. À la lumière des sondages et des plus récents chiffres, le président Joe Biden et l'ex-président Donald Trump semblent être en voie de remporter les primaires. Trump fait face à de nombreuses accusations et doit composer avec plusieurs dossiers judiciaires, dont une décision au Colorado le rendant inadmissible à la présidence dans l'État. Il appert toutefois que ses démêlés avec la justice ne font que renforcer sa popularité auprès de ses partisans. Pour sa part, Joe Biden semble être plus impopulaire que jamais auprès de l'électorat américain.²² À moins de dix mois de l'élection, il ne fait aucun doute que les prochains mois seront chargés politiquement aux États-Unis, et cela devrait se faire ressentir sur le plan international. Biden et Trump se positionneront sur les crises et conflits mondiaux avec cette élection en tête.

Une expansion de l'alliance et un sommet des BRICS

Le président russe Vladimir Poutine sera l'hôte du prochain sommet des BRICS en octobre. Le groupe des BRICS est composé de pays émergents, tels que le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Il s'agit d'une plateforme de coopération entre marchés émergents et de pays en voie de développement.

Avec l'élargissement des BRICS, annoncé plus tôt en 2023 pour y inclure l'Arabie Saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Iran et l'Éthiopie à partir du 1^{er} janvier 2024, il faudra suivre l'évolution des discussions et les décisions qui seront prises au sein de ce forum. Cet élargissement des membres du groupe est le premier en 13 ans. Le président russe voit en ce changement « l'émergence d'un nouvel ordre mondial ». Pour le président iranien, Ebrahim Raïssi, cela montre que « l'approche unilatérale est en voie de disparition ». L'ajout de nouveaux membres devrait permettre aux pays d'augmenter leur influence sur la scène internationale.²³ Les BRICS regroupent désormais une population combinée d'environ 3,5 milliards de personnes et une économie de plus de 28,5 milliards de dollars (ou 28% de l'économie globale).²⁴

Des changements en environnement ?

2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée.²⁵ Malgré la signature de nombreux accords internationaux au cours des dernières décennies, les changements climatiques et

²² <https://projects.fivethirtyeight.com/biden-approval-rating/>

²³ <https://www.africanews.com/2024/01/02/brics-expansion-five-countries-join-ranks/>

²⁴ <https://www.africanews.com/2024/01/02/brics-expansion-five-countries-join-ranks/>

²⁵ [https://news.un.org/en/story/2024/01/1145457#:~:text=With%20the%20annual%20average%20global,\(WMO\)%20confirmed%20on%20Friday.](https://news.un.org/en/story/2024/01/1145457#:~:text=With%20the%20annual%20average%20global,(WMO)%20confirmed%20on%20Friday.)

leur impact sur l'environnement ne feront que s'aggraver. Les plus récentes Conférences des Parties (COP) n'ont pas eu les effets escomptés. La dernière COP a été organisée par les Émirats arabes unis, l'un des plus grands pays pétroliers.

La prochaine **Conférence des Parties, la COP29**, se déroulera en Azerbaïdjan, un autre pays pétrolier. Ce pays du Caucase prévoit déjà augmenter sa production d'énergie fossile d'un tiers au cours de la prochaine décennie, selon le Guardian.²⁶ Cela envoie un signal plutôt singulier et dommageable pour les prochaines négociations en amont de la rencontre internationale.

Dans la seconde moitié de 2024, la **Cour internationale de justice** devrait rendre une opinion importante sur les questions environnementales. En effet, l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé à la Cour de donner un avis consultatif sur les « obligations des États à l'égard des changements climatiques ».²⁷ Dans sa résolution, l'Assemblée générale demande à la Cour de statuer, sur les obligations en droit international « qui incombent aux États en ce qui concerne la protection du système climatique et d'autres composantes de l'environnement contre les émissions anthropiques de gaz à effet de serre pour les États et pour les générations présentes et futures » ainsi que sur les conséquences juridiques pour les États qui, par leurs actions ou omissions, ont causé des dommages significatifs au système climatique et à d'autres composantes de l'environnement. Bien que les opinions de la Cour ne soient pas juridiquement contraignantes, elles ont un poids moral majeur : il est bien mal vu pour les pays d'ignorer ces éléments dans leur politique domestique.²⁸

Des compétitions géostratégiques illustrées par des événements technologiques et scientifiques

Les avancées sur les questions **d'intelligence artificielle** (IA) continueront à faire les manchettes en 2024. La montée de ChatGPT a eu un profond impact sur la science – et la politique – l'an dernier. Il n'y a aucun doute que l'IA continuera d'avoir des conséquences profondes et mènera à des discussions fondamentales. En effet, plusieurs experts et certains créateurs de l'IA ont sonné l'alarme en mentionnant les risques et dangers réels de l'IA. Dans les prochains mois, OpenAI devrait lancer la prochaine génération d'IA. Google

²⁶ <https://www.theguardian.com/environment/2024/jan/08/cop29-host-azerbaijan-to-hike-gas-output-by-a-third-over-next-decade>

²⁷ <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/187/187-20230419-PRE-01-00-FR.pdf>

²⁸ <https://www.nature.com/articles/d41586-023-04044-9>

devrait également joindre la course avec le lancement de Gemini, le compétiteur actuel de ChatGPT.²⁹ Il ne s'agit pas uniquement d'une course entre entreprises américaines. Plusieurs pays tentent de mener la course à l'IA pour se positionner. En France, Mistral.ai, qui a promis de rivaliser avec ChatGPT, bénéficie de l'appui étatique français.³⁰ Les Émirats arabes unis ont aussi lancé une nouvelle compagnie étatique d'IA et deux compagnies indiennes se sont démarquées avec des levées de fonds majeures à la fin de 2023.³¹ Ce ne sont que quelques exemples d'États qui souhaitent mener la course à l'IA en compétition avec les propositions américaines. Il faudra surveiller qui réussira à se démarquer. Par ailleurs, la question de l'utilisation de l'IA dans les conflits et des armes n'est pas à l'agenda alors qu'elle devrait pourtant l'être. Ces enjeux peuvent avoir des conséquences dramatiques pour l'humanité. Pourtant, le droit international n'en tient pas encore compte, ni dans les régimes de permis nationaux, ni dans les traités internationaux existants. Le nouvel organe consultatif sur l'intelligence artificielle des Nations Unies partagera son rapport final en en prévision du Sommet de l'avenir prévu en septembre 2024. Ce rapport devrait établir les lignes directrices pour la régulation internationale de l'IA³² et relancera, c'est à espérer, les discussions sur cet enjeu crucial.

L'année 2024 devrait également être une année importante pour les **missions spatiales** : une course pour la Lune se dessine de plus en plus clairement entre grandes puissances et puissances émergentes.³³ L'exploration commerciale de l'espace continuera avec des compagnies telles que SpaceX, Virgin Galactic et Blue Origin.³⁴ La Russie, l'Inde et la Chine ont tous démontré dans les dernières années leur volonté de mener la course à l'espace.³⁵ L'engin spatial Chandrayaan-3 lancé par l'Inde en août 2023 marque la première fois qu'un pays réussit à faire atterrir un vaisseau près du pôle sud de la Lune, illustrant du même coup l'importance du pays le plus peuplé dans les questions spatiales.³⁶ La Russie a connu plusieurs ennuis au cours des dernières années et la Chine continue de jouer un rôle de leader et se prépare à lancer une mission (Chang'e-6) afin de recueillir des échantillons lunaires. Il s'agirait de la première mission pour collecter des échantillons de la face cachée de la Lune. Par ailleurs, la NASA a annoncé que la mission lunaire Artemis II, promise depuis les années 1970, serait reportée à 2025.³⁷ Selon la NASA, cette mission,

²⁹ <https://www.nature.com/articles/d41586-023-04044-9>

³⁰ <https://www.politico.eu/article/open-source-artificial-intelligence-france-bets-big/>

³¹ <https://www.economist.com/business/2024/01/01/welcome-to-the-era-of-ai-nationalism>

³² <https://www.un.org/ai-advisory-body>

³³ <https://edition.cnn.com/2024/01/02/world/space-year-ahead-moon-missions-2024-scn/index.html>;

<https://www.nature.com/articles/d41586-024-00151-3>

³⁴ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2024-01-23/spacex-blue-origin-new-space-race-is-gold-mine-for-manufacturers>

³⁵ <https://thediplomat.com/2023/08/the-lunar-race-between-india-and-russia-whats-at-stake/>

³⁶ <https://thediplomat.com/2023/08/the-lunar-race-between-india-and-russia-whats-at-stake/>

³⁷ <https://abcnews.go.com/Technology/nasa-announces-delay-artemis-moon-missions-2025-2026/story?id=106235666>

avec à son bord un membre d'équipage canadien, permettra de préparer la mission Artemis III qui devrait amener les prochains membres d'équipage sur la Lune. La NASA lancera également Europa Clipper qui explorera une des lunes les plus importantes de Jupiter pour voir si ses océans sont favorables à une forme de vie extraterrestre.³⁸ Il est clair que les entreprises qui investissent dans les missions lunaires ont des intérêts commerciaux à explorer l'espace et à ultimement commencer le minage lunaire ou même l'exploration touristique avec des bases sur la Lune. Les différents pays qui se profilent dans cette course ont des objectifs possiblement différents. La NASA travaille de concert avec SpaceX, Blue Origin et Boeing, mais la question du contrôle de portion de territoire sur la Lune est certainement préoccupante et devrait faire l'objet de sérieuses discussions internationales. Il est à noter que le texte majeur de l'ONU sur la question date de 1979 : depuis, les technologies ont changé et se sont développées.³⁹

Un évènement sportif rassembleur ou l'inverse ?

Les prochains **Jeux olympiques d'été** se dérouleront à Paris en juillet et août 2024. Dans un monde fragmenté, il sera certainement intéressant de voir si les prouesses des athlètes feront oublier les conflits en cours, ou si au contraire, les JO seront un rappel de ces enjeux. Suivant une décision du Comité international olympique, les athlètes russes et biélorusses participeront de nouveau aux jeux sous la bannière d'athlètes individuels neutres. Par ailleurs, les JO se dérouleront dans un contexte tendu. La France a élevé ses alertes de sécurité au plus haut niveau en octobre après des attaques et alertes à la bombe à Paris et en région, après le début de la guerre entre Israël et le Hamas.⁴⁰

Les prochains mois promettent d'être riches en évènements. Il sera fascinant de suivre leur évolution. L'impact des élections, les courses technologiques et le développement de conflits majeurs seront certainement au cœur des discussions géostratégiques et géopolitiques et auront un impact certain sur le Canada et le Québec.

³⁸ <https://europa.nasa.gov/mission/about/#pre-project-planning-pre-phase-a>

³⁹ <https://www.unoosa.org/oosa/en/ourwork/spacelaw/treaties/moon-agreement.html>

⁴⁰ <https://www.reuters.com/sports/olympics-paris-faces-major-security-challenges-first-post-covid-games-2023-12-21/>